

PAR GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

LE PARI DE PSPP

Au printemps 2022, le Parti québécois et son chef avaient sombré dans la marginalité. Mais il y avait là le creuset d'une relance. Deux ans plus tard, Paul St-Pierre Plamondon peut réalistement rêver au pouvoir et à un référendum sur la souveraineté.

PHOTO DE RODOLPHE BEAULIEU



PAS FACILE DE SE FRAYER UN CHEMIN DANS LA FOULE BRUYANTE

du 5 à 7 organisé par des associations locales du Parti québécois dans un resto-bar de Sherbrooke, en ce jeudi soir de la fin avril. Les serveuses protègent des pintes de bière qui tangent sur leur plateau, les serveurs tiennent à bout de bras des paniers d'ailes de poulet ou de nachos.

Parmi les quelque 200 militants enthousiastes présents, plusieurs font la file devant une table où trois bénévoles collectent les dons (on offre le popcorn pour aider à patienter). Tout près, le chef Paul St-Pierre Plamondon, coiffé d'un casque d'écoute avec micro, attend de faire une intervention en direct à Radio-Canada. Un coup d'œil circulaire révèle un concentré de tout ce qui va bien au Parti québécois ces temps-ci : des rassemblements dynamiques avec des militants heureux de scander « On veut un pays ! » et de s'en retourner avec des pancartes du Oui sous le bras ; des dons qui affluent (plus de 800 000 dollars en 2023, et environ 650 000 dollars dans la première moitié de 2024) ; un nombre de membres reparti à la hausse (40 000 actuellement) ; un intérêt médiatique envers Paul St-Pierre Plamondon.

Quand il rencontre *L'actualité* le lendemain matin, dans le pavillon d'accueil du Club de golf Sherbrooke, le chef péquiste est encore porté par l'énergie des militants. Il est aussi encouragé par la réception positive

des membres de la chambre de commerce locale, à qui il vient de présenter son budget de l'an 1 d'un Québec souverain.

Malgré l'heure matinale, des gens d'affaires se sont déplacés par dizaines, ont posé des questions, parlé de dette et de soldes budgétaires théoriques... Le genre de rencontre qui n'aurait probablement pas eu lieu deux ans plus tôt, faute d'intérêt. Le PQ était à un creux historique, à 8 % dans les intentions de vote, et presque personne (2 % des répondants, soit moins que la marge d'erreur du sondage) ne voyait le chef comme le meilleur premier ministre potentiel.

« Il y a des jours où je n'avais pas envie de sortir de la douche le matin », dit Paul St-Pierre Plamondon en évoquant cette traversée du désert. Dans le sas de vapeur coupé du monde que crée l'eau chaude, ce père de deux jeunes enfants (un troisième allait arriver à l'été 2023) se demandait à quoi rimaient les efforts qu'il déployait pour tenter d'exister politiquement.

Depuis quelques mois, Paul St-Pierre Plamondon se trouve plutôt dans une position que le plus optimiste des péquistes n'aurait pu imaginer en 2022. Le parti est en tête dans les sondages, aidé par la chute inattendue des appuis à la Coalition Avenir Québec (CAQ). Le chef est désormais perçu par la plupart des Québécois comme celui qui ferait le meilleur premier ministre. Le dernier baromètre des personnalités politiques réalisé par la maison Léger, en décembre 2023, le plaçait tout en haut de la liste des politiciens les plus appréciés au Québec.

Après des années de disette, la perspective que le PQ prenne le pouvoir en 2026 ne relève plus du discours fantaisiste. Et si tel est le cas, les Québécois devraient être conviés à un troisième référendum sur la souveraineté d'ici 2030, une possibilité que le chef présente comme une « certitude », maintenant que la troisième voie offerte par la CAQ a montré ses limites. Après René Lévesque en 1980 et Jacques Parizeau en 1995, Paul St-Pierre Plamondon veut tester le destin du Québec.

« Une des meilleures affaires qui nous soient arrivées, ça a été de perdre aussi fort qu'on a perdu dans les dernières années ! » dit un conseiller qui a traversé une bonne partie de la crise. « Le PQ était devenu une machine à tourner en rond. Il y avait une aversion au changement. Avec les défaites, des gens sont partis, et ça a permis de se renouveler, de repartir de zéro, de vraiment faire un PQ 2.0. La culture d'organisation a changé. »

Chose certaine, le Parti québécois est en train d'opérer l'un des retours les plus spectaculaires de notre histoire politique. Une renaissance qui s'appuie beaucoup sur l'aura de Paul St-Pierre Plamondon, que la campagne électorale de 2022 et la résistance au serment au roi imposé aux parlementaires ont largement contribué à forger — mais dans laquelle des aspérités sont apparues.

Selon les points de vue, la personnalité du chef péquiste se lit comme une antithèse. Certains lui accordent une « intégrité intellectuelle redoutable », d'autres voient en lui un spécialiste des changements de cap, notamment sur le référendum et l'immigration. Authentique et sensible pour les uns, il est pour les autres plutôt « soupe au lait » et incapable d'être contrarié.

Mais peu importe la perception, plus personne en politique ne sous-estime cet avocat fonceur, idéaliste et hyper-énergique de 47 ans, petit-fils du cofondateur du Carnaval de Québec et qui se présente lui-même comme un « entrepreneur en pays ».

ÊTRE ÉLU CHEF D'UN PARTI POLITIQUE

majeur est normalement un moment inoubliable. Un grand soir, avec des ballons qui descendent du plafond, des confettis qui virevoltent, la foule qui exulte : une fête.

Mais pour Paul St-Pierre Plamondon, rien de cela. Le 9 octobre 2020, en pleine pandémie, il remporte son pari, battant le député Sylvain Gaudreault, l'historien Frédéric Bastien et l'humoriste Guy Nantel (à qui un sondage en début de course accordait sept fois plus d'appuis qu'au



futur vainqueur). Une victoire franche... accueillie dans un silence complet : il n'y a personne pour la célébrer sur place, contexte sanitaire oblige.

Le nouveau chef fait donc son premier discours « dans le vide », devant une caméra et à côté d'un écran de télé sur lequel on peut voir une douzaine de militants en mosaïque. Seules sa conjointe et sa directrice de campagne, Marie-France Perreault, sont auprès de lui.

C'était là un prélude aux difficultés qu'il rencontrerait pendant deux ans. « Je n'ai pas eu droit aux grandes tribunes

qui sont normalement offertes à un chef qui vient d'être élu, relève-t-il. Ça annonçait le défi principal que j'avais devant moi : vaincre le pessimisme par rapport au Parti québécois. »

Dans *Qui veut la peau du Parti québécois ?* (La boîte à Lisée, 2019), Jean-François Lisée, chef de la formation de 2016 à 2018, évoque ce phénomène auquel lui-même s'est heurté. « Le discours permanent sur notre mort prochaine est un puissant poison qui nous coupe les ailes », observait-il à l'époque. Son successeur y goûterait pleinement.

Le fond du baril est atteint quelque part en juin 2022, au terme d'une période noire où les mauvaises nouvelles se sont empilées sur le bureau du chef — notamment la perte de Marie-Victorin, un bastion, dans une élection partielle. Les sondages sont alors catastrophiques. En mai, la maison Léger calculait que le PQ avait perdu la moitié des (faibles) appuis que le parti avait au moment de l'élection de Paul St-Pierre Plamondon.

En point d'orgue, une sortie de l'ancien premier ministre péquiste Lucien Bouchard (« Si le véhicule [politique qu'est le PQ] est usé, et que les gens n'en veulent plus, on en choisira un autre » pour porter le projet indépendantiste, assène-t-il). Suivie d'un camouflet servi par la Fondation René-Lévesque, qui n'a pas invité Paul St-Pierre Plamondon à s'exprimer lors du lancement officiel des festivités de « l'année Lévesque », pour célébrer le centenaire du fondateur du parti.

Le symbole était fort : la présence du 10^e chef du Parti québécois n'était pas jugée pertinente à une soirée en hommage à René Lévesque ! « On a vraiment touché le fond à ce moment », se rappelle Louis Lyonnais, conseiller principal du chef. Le moral des troupes était au plus bas. « On rentrait au travail les larmes aux yeux », illustre-t-il.

Mais paradoxalement, c'est dans ce creux de vague que la renaissance du Parti québécois s'est construite. « À partir de là, on a senti un changement d'air, poursuit le stratège péquiste. On s'est mis dans une mentalité qui disait : "On ne peut pas être plus bas, on va faire ce qu'on veut." On s'est mis à arrêter d'avoir peur de disparaître. » Laura Chouinard, une proche conseillère de

Désigné chef du PQ le 9 octobre 2020, il prononce un discours sans public.

Paul St-Pierre Plamondon, parle de ce point zéro comme d'une « permission d'y aller avec tout [leur] cœur, puisqu'il n'y avait plus rien à perdre ».

Le discours décomplexé et assumé que Paul St-Pierre Plamondon peut finalement prononcer au lancement de « l'année Lévesque » constitue ainsi le point de départ du grand retour du PQ — le creuset de la relance.

Dans le hall de la Grande Bibliothèque, les invités font à Paul St-Pierre Plamondon le plus chaleureux des accueils réservés aux quatre chefs de parti. L'aplomb du péquiste mal-aimé étonne : il dénonce les politiciens qui

fois le plus mauvais de l'histoire du parti... et néanmoins presque inespéré (d'autant que le chef lui-même est élu à la faveur du retrait de la candidate solidaire, surprise à voler un dépliant de son adversaire dans une boîte aux lettres). Surviennent ensuite de grosses rafales, jusqu'à cette victoire inattendue dans une élection partielle (Jean-Talon) l'année suivante, et le retour au sommet dans les sondages.

POUR PAUL ST-PIERRE PLAMONDON, l'expression « faire le saut en politique » a d'abord signifié aller stationner un véhicule récréatif dans l'entrée du député Pascal Bérubé, à Matane, durant l'été 2016. Le lieu parfait pour dormir sans frais... et obtenir un coup de main pour faire avancer sa candidature à la chefferie du PQ.

Le député de longue date — un pilier du parti — se souvient que Paul St-Pierre Plamondon, qui se présentait contre Jean-François Lisée, Alexandre Cloutier et Martine Ouellet, n'avait pas d'itinéraire pour récolter les signatures nécessaires à son dossier. « Je l'ai invité à Matane, il est débarqué avec son beau-père et un motorisé, ils se sont installés dans la cour. Je lui ai donné une pile de cartes de membre à renouveler. »

Le volontarisme du candidat de 39 ans, parti à pied par 30 °C et qui le soir avait tout terminé, a vite impressionné Pascal Bérubé. « Il ne connaissait personne ici : j'étais incrédule. » Le même constat s'est imposé durant l'élection partielle dans Jean-Talon, en octobre 2023 : en matière de porte-à-porte, Paul St-Pierre Plamondon est « inarrêtable », selon le député.

Le conseiller du chef Louis Lyonnais décrit lui aussi son ami comme un « gars qui a énormément d'énergie, mais qui embarquait en 2016 dans un monde où il n'avait pas de connaissances ».

Sans repères précis dans l'univers d'une course au leadership, Paul St-Pierre Plamondon s'est permis notamment... de demander conseil à des adversaires ! « En 20 ans de politique, je n'avais jamais vu ça », rigole France Amyot, qui dirigeait alors la campagne de Jean-François Lisée. « Il m'a appelée pour savoir comment ça marchait. J'ai trouvé ça éminemment sympathique. Il avait du front tout le tour de la tête. »

Il en fallait pas mal pour se présenter à la chefferie du PQ deux ans après avoir publié un livre (*Les orphelins politiques*, Boréal) dans lequel il écorchait beaucoup la formation. L'accueil initial a d'ailleurs été « glacial », affirme le principal intéressé dans un autre essai publié en 2020 (*Rebâtir le camp du Oui*, VLB éditeur).

Jean-François Lisée, qui a finalement remporté cette course au leadership, estime néanmoins que « les militants ont vite adopté » le candidat rebelle, parce qu'ils « ont vu la valeur ajoutée ». Lui-même a été séduit d'emblée par « son audace et son énergie »... de même que par son carnet d'adresses. « Il avait déjà un réseau unique de contacts — il parlait à des gens qu'on ne connaissait pas », raconte Jean-François Lisée en entrevue.

Paul St-Pierre Plamondon obtient 7 % des votes, mais ses objectifs sont atteints : il s'est fait connaître, et il a beaucoup appris — sur les militants du PQ, les médias, la poli-

se contentent d'être à la remorque de l'histoire, aborde de front la question de la souveraineté, cite Lévesque qui disait que « le régime canadien est construit pour affaiblir, nier, voire éliminer la différence québécoise ».

« Ça n'a pas été un tournant dans les intentions de vote, mais ça a été un tournant dans la compréhension qu'avaient les autres de ce que je ferais en politique, croit Paul St-Pierre Plamondon. On disait à travers ça qu'on n'allait pas se décourager, que je ne me laisserais pas écraser et que je serais intraitable sur l'essentiel. »

À partir de là, le vent commence à tourner. À peine une brise d'abord, mais assez pour arriver au bout de la campagne électorale de 2022 avec un résultat — trois députés — qui est à la

Discours d'inauguration de la promenade René-Lévesque à Longueuil, le 24 août 2022, jour du 100^e anniversaire du fondateur du PQ.



PROMENADE RENÉ-LÉVESQUE: GRAHAM HUGHES / LA PRESSE CANADIENNE; PSPP DE DOS ET OSSEZ RÉPENSER LE PQ: MARIO BEAUREGARD / LA PRESSE CANADIENNE; ASPIRANTS CHEFS: PAUL CHASSON / LA PRESSE CANADIENNE; FOULE: JACQUES BOISSINOT / LA PRESSE CANADIENNE; GROS PLAN DE PSPP: EVAN BULLER / LA PRESSE CANADIENNE



tique en général. Dans son discours de victoire, Jean-François Lisée en parlera comme de la «révélation de l'année» en politique québécoise.

À ce jour, les liens entre les deux hommes restent forts (l'ancienne première ministre Pauline Marois échange aussi de temps à autre avec le chef actuel). Jean-François Lisée agit comme conseiller non officiel de Paul St-Pierre Plamondon — les contacts entre eux sont presque quotidiens, dit-on, pour discuter à la fois du parti et de l'actualité. Et les propos de l'un trouvent écho chez l'autre. Ainsi, quand il reçoit *L'actualité* chez lui, à la mi-avril, le chroniqueur et commentateur explique que le principal défi de Paul St-Pierre Plamondon d'ici 2026 sera de réduire l'écart entre le Oui et le Non avant les élections, en élargissant le bassin de souverainistes. Deux jours plus tard, devant

De gauche à droite et de haut en bas : Discours de lancement de la course à la chefferie de 2016 ; les aspirants chefs rassemblés pour un débat ; conférence de presse à l'ouverture des consultations d'Osez repenser le PQ ; rassemblement de campagne électorale en 2022 à Saguenay ; PSPP pendant son discours le soir des élections alors que, contre toute attente, il est élu.

des militants réunis en conseil national à Drummondville, le chef péquiste lance un appel à la formation «de la plus grande coalition pour le Oui que le Québec aura jamais connue», et tend la main à pas mal tout le monde. «Que vous soyez un conservateur, un progressiste, un centriste, un libéral, un pastafarien [du nom d'une parodie de religion], ça n'a aucune importance, compte tenu de l'état de la nation.»

Outre des conseils fréquents, Paul St-Pierre Plamondon doit aussi indirectement à Jean-François Lisée ses ancrages au sein du parti. Peu après la course de 2016, le chef Lisée le nomme en effet «conseiller spécial au renouvellement du PQ», avec la mission de mener une vaste consultation pour repenser et relancer le Parti québécois. Il s'acquitte de la tâche avec



son zèle habituel : quelque 90 rencontres, 1 800 personnes consultées.

Mais le rapport qui résulte de l'exercice, *Osez repenser le PQ*, met le feu aux poudres dans le parti. Paul St-Pierre Plamondon y rapporte sans gants blancs ce qu'il a entendu durant sa tournée, notamment que le PQ était parfois décrit « comme un parti figé, conservateur et vieillissant ».

Convoqué pour s'expliquer devant le caucus d'une trentaine de députés, Paul St-Pierre Plamondon passe un mauvais quart d'heure. « J'avais l'impression d'avoir dit des choses totalement fondées, et qui devaient être dites. Mais j'arrive au caucus, les députés se lèvent tour à tour, et c'est une surenchère d'à quel point ce rapport est inacceptable. Je pense que ça a été le moment le plus tendu de ma vie professionnelle », se rappelle-t-il en souriant.

Toutefois, il ne regrette rien de cette expérience. Au contraire. « Je suis vraiment privilégié qu'on m'ait offert la chance de faire ça, dit-il, parce que le rapport est devenu mon plan d'action. Et ça a permis de faire évoluer le parti dans la bonne direction. »

Sa directrice de cabinet, France Amyot, qui a plus de 25 ans de service au PQ, remarque qu'à défaut de lui avoir attiré de nouveaux amis (« ses constats étaient bons, mais la communication manquait d'enrobage »), la tournée et le rapport lui ont donné « une connaissance fine de la culture du PQ. C'est extrêmement précieux pour là où il est maintenant ».

Dans l'intervalle entre le rapport et aujourd'hui, il y aura une autre élec-



tion perdue (en 2018, Paul St-Pierre Plamondon encaissera une défaite nette contre la caquiste Marguerite Blais, dans une circonscription des Laurentides), une brève pause politique (marquée par un retour à la pratique du droit)... et quelques appels pour le presser de retenter sa chance à la chefferie, au début 2020.

SUR LA PHOTO (PUBLIÉE SUR

Facebook), on devine une sorte de carnet d'écolier, avec une page lignée et quelques questions posées aux jeunes de 11 ans de la classe de Paul St-Pierre Plamondon, à Sainte-Thérèse. Cours le plus amusant (« piano ») ou ennuyant (« english »), loisirs (« tennis, télé, soccer, hockey, tout ce que je peux faire ») : la lecture des réponses de « Paul Plamondon » est divertissante. Mais elle trace aussi une ligne directe avec le présent.



Au milieu de la deuxième page, à la question au sujet de ce qu'il voudrait devenir, le jeune Plamondon (sa mère a fait ajouter son nom à celui de ses trois enfants en 1982) a en effet écrit deux choses en lettres détachées : « avocat, politicien ». Il le deviendra, et dans l'ordre.

Il étudie le droit à l'Université McGill, et un peu en Suède — au gré de différentes expériences, il séjournera plus de deux ans et demi dans les pays scandinaves (il parle danois). Son curriculum vitae inclut également des passages en Belgique (au siège de l'OTAN) et en Bolivie (pour une ONG qui lutte contre la corruption).

Sa carrière en droit se décline principalement en deux parties : à compter de 2003, près de six ans dans un grand cabinet montréalais (Stikeman Elliott, où il assiste un avocat chargé de défendre une entreprise qui a reçu plus de 40 millions du programme des commandites pour... faire la promotion de l'unité canadienne) ; et à partir de 2010, six ans au sein de Delegatus, un cabinet dont il est l'un des trois gestionnaires (et où l'actuel chef intérimaire du Parti libéral du Québec, Marc Tanguay, a travaillé).

Ce cabinet se targue de proposer aux avocats une grande flexibilité dans leur horaire de travail. Pour Paul St-Pierre Plamondon, c'est plus qu'une formule : il lui faut du temps pour concilier le droit et un besoin apparemment irrépressible d'être en réflexion et en discussion.

Quand il quitte Stikeman Elliott en 2009, il a déjà cofondé Génération d'idées (avec la future ministre fédérale Mélanie Joly, entre autres), un groupe de réflexion destiné aux 20-35 ans, qui publie un magazine et organise des sommets. Il se lance dès lors dans une tournée du Québec pour « responsabiliser la génération Y vis-à-vis les nombreux défis qui attendent la société québécoise ». Cette expérience le mène à l'écriture d'un premier livre (*Des jeunes et l'avenir du Québec*, Les Malins, 2010).

Génération d'idées se fait notamment remarquer en 2011 par son « opération Balais », sorte d'installation artistique de 260 balais plantés devant l'hôtel du Parlement pour réclamer une enquête publique sur l'industrie de la construction.

Ce geste d'éclat oblige l'avocat de Delegatus à renoncer à la coanimation d'une nouvelle émission de radio de Radio-Canada (*Génératrice* — dont une chercheuse était la future ministre Christine Fréchette). « La direction de Radio-Canada lui a dit qu'il devait choisir entre être animateur et faire de la politique », se souvient l'animatrice principale de l'émission, Élodie Gagnon, maintenant présidente de la fabrique de balados Recréation. « Et je l'avais trouvé courageux de choisir l'option politique, parce qu'il n'y avait rien de précis devant lui et qu'il tournait le dos à une carrière potentielle — il était très bon, très naturel au micro. »

Paul St-Pierre Plamondon ne tombe pas dans le néant pour autant. Il fait aussi partie, depuis 2010, de l'équipe de commentateurs politiques de l'émission *Bazzo.tv*, à Télé-Québec, expérience qu'il adore et qui l'aidera à bâtir sa crédibilité médiatique. À la même période, il multiplie également les lettres d'opinion dans *Le Devoir*. En 2014, il quitte Génération d'idées pour écrire son livre *Les orphelins politiques* (qui deviendra un mouvement un peu plus tard), dans lequel il fait valoir qu'aucun parti politique au Québec

n'arrive à inspirer et à rassembler les Québécois.

« Moi, j'aime penser puis débattre des politiques publiques », explique aujourd'hui Paul St-Pierre Plamondon pour relier tous les fils de son parcours hors politique. « C'est ce que je faisais dans Génération d'idées, c'est ce que je faisais à *Bazzo.tv*, c'est ce que je faisais dans les Orphelins politiques. J'aime ça. J'aime le défi intellectuel d'essayer de concevoir la meilleure politique publique pour chaque sujet, en comprenant les objectifs, mais aussi les difficultés d'application. »

Un de ses bons amis, l'avocat Benoit Duclos, le suit depuis le début des années 2000 dans toutes ses incarnations. Et il n'a jamais douté, dit-il, que la politique serait sa destination finale. « Ce qui le motive dans la vie, c'est l'échange d'idées. Sa mission de vie, c'est ça. »

BERNARD DRAINVILLE

avait un petit sourire en coin au lendemain du départ précipité de Paul St-Pierre Plamondon d'une commission parlementaire — les réponses offertes par le premier ministre Legault ne convenaient pas au chef péquiste, qui a quitté la salle avant d'avoir écoulé les 12 minutes d'intervention auxquelles il avait droit en ce jour d'avril 2024. « Il est peut-être un petit peu soupe au lait », a laissé entendre le ministre de l'Éducation, qui, lui-même, n'est pas irréprochable sur ce point. Mais il n'allait pas se priver d'une si belle chance de définir un rival sur qui rien de négatif ne collait jusque-là.

La sortie de Bernard Drainville n'était pas improvisée : cela faisait un moment que la CAQ cherchait l'occasion d'accoler une étiquette du genre à Paul St-Pierre Plamondon. « Il a beaucoup de difficulté avec la contradiction, observe un stratège caquiste. Il n'aime pas se faire dire, par des adversaires ou par les médias, que ce qu'il affirme n'est pas clair. »

Soupe au lait, Paul St-Pierre Plamondon ? Assis au milieu de la grande salle déserte du Club de golf Sherbrooke, le principal intéressé jure calmement que... non. « Je suis entier et

À gauche : Le Sommet Génération d'idées (GEDI), en 2011. À droite : GEDI, ici visité par des élus péquistes, réclame une « opération Balais » dans l'industrie de la construction, en octobre 2011.

spontané, prompt et intense, analyse-t-il. Ce n'est pas du tout la même chose.»

L'opinion de Bernard Drainville rejoint toutefois celle de bon nombre d'adversaires. «Il a un côté candide, presque chevaleresque, dit un élu solidaire. Il est vraiment intense! Parfois, il a l'air super fâché de ne pas obtenir la réponse qu'il attend, alors que ce n'est pas toujours si grave que ça...»

Une autre élue, libérale, a remarqué des traits semblables chez Paul St-Pierre Plamondon. «C'est bien d'être émotif et de prendre sa *job* au sérieux, estime-t-elle, mais il faut aussi être capable de prendre un pas de recul... Il est très sensible à la critique, et en politique, c'est une faille que les adversaires vont nécessairement exploiter.»

Côté communication, on prête à Paul St-Pierre Plamondon des qualités certaines, sans le confondre pour autant avec un grand tribun. «Il a cette capacité de parler de manière authentique et naturelle, et ce souci d'être moins dans une logique de conflit perpétuel», note Olivier Turbide, un spécialiste de la communication politique qui enseigne à l'UQAM. «C'est rafraîchissant de voir ça, et ça plaît visiblement.»

Sur le fond, il y a consensus pour définir Paul St-Pierre Plamondon: un intello idéaliste doté d'un réservoir d'énergie rare, très travaillant et discipliné, sérieux dans son approche, intègre — et sûr de lui. «Son passé d'avocat se voit dans sa façon de faire», dit son amie Marie-France Perreault, une avocate qui a travaillé avec lui au PQ de 2016 à 2022. «Ça l'amène à aller au fond des choses avant de prendre une décision. Il écoute, il va chercher de l'information, il analyse les deux côtés avant de se faire une tête.»

Et ensuite, il plaide, ajoute Pascal Bérubé. «Quand tu l'écoutes, c'est vraiment un plaideur. Il veut gagner ses causes.» Il s'agit d'ailleurs d'un élément sur lequel travaille son équipe: faire comprendre au chef qu'il ne peut pas remporter toutes ses batailles, et que son argumentation détaillée n'est pas toujours la meilleure façon de transmettre un message. Devant les militants à Sherbrooke, par exemple, il a parlé des «mécanismes du colo-

nialisme» dans son discours. Pas nécessairement les propos les plus appropriés pour retenir l'attention d'un public de 5 à 7 bruyant...

Plus largement, ses proches le dépeignent comme un politicien qui a les yeux rivés sur des objectifs fondamentaux, et qui est très difficile à décourager — sa conviction qu'il allait remettre sur pied le PQ alors qu'à peu près personne n'y croyait peut ici servir d'exemple.

«Il ne faut pas faire de politique en fonction des circonstances, explique-t-il en entrevue. Il y a constamment du bruit en politique, mais c'est du bruit à court terme. Ce n'est pas ce qui compte. Ce qui compte, c'est le moyen et le long terme. C'est de voir le plus juste possible par rapport à l'avenir, puis de proposer des solutions, des politiques publiques, et d'être constant là-dedans.»

Mais les avis ne sont pas unanimes quant à la constance et la cohérence revendiquées par Paul St-Pierre Plamondon.



don. En étudiant le personnage, Olivier Turbide, de l'UQAM, y voit plusieurs « paradoxes ». Tout en respectant ses qualités, des adversaires de tous les partis politiques partagent la même lecture. « Il y a une grosse dissonance entre ce qu'il est vraiment et l'image qu'il projette », juge un caquiste, qui compte sur les deux prochaines années avant les élections pour mettre en lumière ces contradictions.

LE PREMIER MINISTRE LEGAULT A

passé une partie de la dernière session parlementaire à souligner certains changements de position du chef péquiste au fil des ans. Il avait l'embarras du choix : dans *Les orphelins politiques*, Paul St-Pierre Plamondon multiplie les charges contre... les souverainistes, et notamment contre cette « obsession de tenir et de gagner un référendum ».

Pour les conseillers de François Legault, qui cherchent à contrer l'effet « PSPP », ce livre, bourré de citations compromettantes, se révèle une mine d'or. « À l'instar d'un trou noir, le débat sur la souveraineté supplante toute idéologie et toute proposition politique », déplore par exemple dans cet ouvrage Paul St-Pierre Plamondon, 37 ans à l'époque. « L'approche souverainiste est quelque peu infantilissante, voire harcelante, car elle repose sur le message suivant : vous n'avez pas compris, alors on va vous réexpliquer en boucle jusqu'à ce que vous compreniez ! » soutient-il ailleurs.

On peut aussi lire dans l'essai qu'« à tort, le Parti québécois a fait croire pendant des années aux Québécois que la souveraineté du Québec était la solution à tous nos déboires », et qu'il « faudrait vraiment être hypocrite pour accuser le Canada de tous nos déboires ». L'auteur critique également le projet de charte des valeurs du gouvernement Marois, parce qu'en créant une « opposition entre “nos valeurs” et “leurs valeurs” à des fins électoralistes, le PQ a encore une fois choisi de soustraire plutôt que d'additionner ».

« Il y a dans son parcours des virages marqués sur le plan des objectifs partisans [ceux que priorise un parti] », note le politologue Eric Montigny, professeur à l'Université Laval et auteur de *Leadership et militantisme au Parti québécois* (PUL, 2011). « Par rapport au référendum, c'est même un changement radical. »

Durant sa première course au leadership, en 2016, Paul St-Pierre Plamondon défend une approche attentiste par rapport au référendum. Il propose d'en tenir un seulement dans un deuxième mandat, si 20 % de la population signe un registre le demandant, et si un sondage commandé par l'État montre que l'indépendance récolte l'appui de 45 % des Québécois (à ce jour, l'appui à la souveraineté tourne autour de 35 %).

Quatre ans plus tard, lors de la course à la chefferie qu'il va remporter, la proposition est tout autre : un référendum dans un premier mandat — et il n'est plus question de pétition ou d'appuis minimaux à considérer.

Depuis, le chef n'a jamais dérogé à ce message, qu'il a fait passer à un autre niveau en avril 2024, devant les militants péquistes réunis en conseil national à Drummond-

ville. « Notre prochain rendez-vous avec l'histoire est peut-être, fort probablement, notre chance ultime de se donner une pérennité linguistique et culturelle », a-t-il lancé. Et pour lui, « c'est désormais une évidence » que ce rendez-vous aura lieu d'ici la fin de la décennie.

« Il y a un certain nombre de facteurs qui ont créé chez moi un sentiment d'urgence qui n'existait pas en



À gauche : Pancarte du Oui et foule bruyante à Boucherville lors de la soirée électorale du 3 octobre 2022. À droite : Allocution au conseil national de Drummondville, en avril 2024.

2016 », dit Paul St-Pierre Plamondon à *L'actualité* pour expliquer ce changement d'approche. « C'était l'an 1 du régime Trudeau. Viennent avec ces années des mouvements sociaux très chargés sur le plan idéologique, qui s'installent et qu'on impose de force dans la société québécoise. Il y a huit ans, si on fait la comparaison, il n'y avait presque pas de discussions sur l'avenir de la langue française. Aujourd'hui, on voit avec le gouvernement Trudeau [par le dossier de l'immigration] un recul planifié du français au Québec, à la vitesse grand V. Ça m'amène à dire qu'il faut sortir du Canada beaucoup plus tôt que tard. Parce qu'au rythme où vont les choses, il y a peu d'espace et d'oxygène pour le Québec à moyen et à long terme dans ce Canada-là. »

LA DÉCORATION

sommaire du bureau du député de Camille-Laurin sur la colline Parlementaire témoigne du tourbillon dans lequel le chef péquiste est plongé depuis la fin 2022 : deux affiches de René Lévesque, quelques objets-souvenirs, des pancartes du Oui, un encadrement de la une du *Journal de Montréal* annonçant la fin du serment au roi, son premier combat à Québec. Paul St-Pierre Plamondon fait valoir, en mangeant une lasagne de cafétéria posée sur une table basse, qu'il n'a « pas le profil d'un révolutionnaire » avec ses études en droit à McGill, l'obtention d'un MBA à Oxford et son admiration du modèle scandinave de la social-démocratie. À preuve : durant le printemps érable de 2012, il avait défendu comme avocat une association étudiante, mais s'était aussi inquiété publiquement de voir naître un « culte de la désobéissance civile ».

« Mon profil est modéré, insiste-t-il. Mais mes conclusions politiques, vu la



radicalité de ce qui arrive au Québec et l'urgence d'un certain nombre de dossiers — climatique, linguistique —, m'amènent à dire que l'indépendance est la seule conclusion possible.» Il ajoute : « Je préfère arriver devant les électeurs en disant : "Nous, c'est ça." Et c'est très clair, ce qu'on va faire. On ne le fait pas par lubie idéologique, mais parce qu'on prend nos responsabilités. On ne choisit pas le chemin le plus facile, on vous le dit, mais il y a des raisons pour lesquelles on agit ainsi. »

PSPP
à l'avant de la
manifestation
des juristes
contre la loi 78,
qui force le
retour en
classe lors de la
crise étudiante
de 2012.

Sur la plaque commémorative qui accompagne la statue de René Lévesque dans les jardins de l'hôtel du Parlement, on peut lire une citation célèbre de l'ancien premier ministre : « Il est un temps où le courage et l'audace tranquilles deviennent pour un peuple, aux moments clés de son existence, la seule forme de prudence convenable. » Pour Paul St-Pierre Plamondon, qui se plaît à l'utiliser aussi souvent que possible, « tout est là, tout tient à ça ».

Mais pour ses adversaires, l'écart entre le Paul St-Pierre Plamondon des débuts et celui d'aujourd'hui témoigne d'une « trajectoire qui n'est pas droite en matière de convictions », comme le résume un stratège solidaire. « C'est normal de changer d'idée dans la vie, mais de l'entendre reprocher à François Legault d'avoir fait volte-face sur la souveraineté, ça ne manque pas d'ironie : il a fait la même chose, à l'envers ! »

Dans deux autres dossiers, les positions de Paul St-Pierre Plamondon ont aussi passablement évolué. En 2016, il se disait favorable à la mise en place d'une commission traitant du racisme systémique. Quatre ans plus tard, il défendait plutôt l'idée qu'il « ne [fallait] tout simplement pas utiliser cette notion de racisme systémique », devenue l'objet de vives discussions (il préfère maintenant parler de racisme « institutionnel »).

Concernant l'enjeu de l'immigration, il souhaitait il y a 10 ans que les Québécois soient « moins incertains d'eux-mêmes », car une « confiance renforcée les rendrait plus sereins par rapport à l'immigration et ferait du Québec une terre plus accueillante et moins inquiète de son avenir ». Durant la course de 2016, il prônait que le plus important était d'investir davantage dans l'intégration, pas de réduire les seuils.

Depuis, le portrait de l'immigration a évidemment changé au Québec, avec l'explosion de l'immigration temporaire ces dernières années (alors qu'il y avait près de 109 000 temporaires à la fin 2016, on en comptait quelque 600 000 au 1^{er} avril 2024, selon Statistique Canada). Et la position du chef péquiste semble désormais bien loin du plaidoyer qu'il faisait à l'époque de son essai *Les orphelins politiques*. Depuis plusieurs mois, il expose sa crainte de voir naître une « crise sociale sans précédent » à cause du fort volume d'immigrants qui arrivent au Québec, ce qu'il lie à « des perturbations sociales qui sont déjà amorcées et qui ne peuvent que s'aggraver au cours des prochaines années : crise du logement, crise du français, crise sur le plan des services essentiels ».

Le professeur Turbide juge que le discours de Paul St-Pierre Plamondon relativement à ces questions « flirte avec le conservatisme ». « Il s'est forgé l'image d'un gars cartésien, factuel, calme, qui propose une vision plus positive des choses. Mais il a aussi ce côté très dramatique et alarmiste qui ressort — il nous annonce essentiellement la disparition du Québec si on ne vote pas oui bientôt. Ça détonne. »

Encore ici, Paul St-Pierre Plamondon évoque le besoin d'être transparent avec la population, et soutient que son analyse est basée sur des faits (un argument qu'il sert de façon récurrente) et que la conclusion s'impose donc d'elle-même. « La politique imposée par le fédéral en immigration, c'est vraiment une approche idéologique



radicale qui a des conséquences très importantes sur la société québécoise, affirme-t-il. Il faut être capable de le dire.»

LE PQ EST AUX PRISES

avec un problème particulier: meneur dans les sondages, il voit grandir les attentes à son égard. Les médias veulent des réactions sur tout, et rapidement. Or, les ressources du parti sont minimes à l'Assemblée nationale. Les députés courent partout, les conseillers ne suffisent pas à la tâche (*L'actualité* a assisté à la réunion de préparation d'une période de questions en mai: 11 personnes, y compris les députés, fournissaient des idées... soit moins que le seul caucus de Québec solidaire). «Ça nous force à nous concentrer sur quelques thèmes, explique Louis Lyonnais — l'indépendance, le nationalisme, l'immigration, la langue, le temps d'écran... C'est contraignant, mais c'est aussi un avantage: il y a un fil conducteur dans toutes nos interventions.»

D'ici 2026, le Parti québécois et Paul St-Pierre Plamondon s'emploieront à faire en sorte que les appuis actuels — qui restent théoriques — se concrétisent. Il faudra les consolider; trouver une équipe de candidats capable de former un gouvernement; élargir le groupe des souverainistes; arriver à faire de l'indépendance l'enjeu principal du prochain scrutin, sans que cela ait un effet repoussoir...

«À mon sens, le plus grand défi sera de demeurer nous-mêmes, et de demeurer cohérents malgré les appels nous incitant à modifier nos positions, croit Paul St-Pierre Plamondon. Mais je n'ai pas l'intention de me dénaturer.» S'il a pu hésiter dans le passé sur la question de l'indépendance, l'heure n'est plus au doute pour lui. Et il est persuadé, comme il l'a lancé à la foule de militants de Sherbrooke en avril, qu'«il n'y aura jamais de plus beau moment politique dans toute l'histoire du Québec que le soir où on va se dire oui». Reste à convaincre une majorité de Québécois... ▀

De haut en bas : La sergente d'armes Véronique Michel bloque l'accès aux trois députés qui refusent de prêter serment au roi, en décembre 2022; adoptée trois jours après son dépôt, une loi abolit le serment et permet aux députés du PQ d'accéder à leur siège, le 31 janvier 2023; un quatrième député, Pascal Paradis, s'ajoute au caucus du PQ l'automne suivant.